

# TRIBUNE

LE JOURNAL DU PLR VAUDOIS | N° 9 | MERCREDI 21 OCTOBRE 2020

## Sommaire

|   |    |
|---|----|
| Édito – Mibé                            | 2  |
| Recommandations de vote                 | 2  |
| Société                                 | 9  |
| Appel de fonds                          | 10 |
| Les députés en action – Agenda          | 11 |
| JLRV                                    | 12 |
| Question de valeur                      | 14 |
| Frivolités essentielles – On met le feu | 16 |

## CRISE DE LA DÉMOCRATIE TROUVONS VITE L'ANTIDOTE...



### MESSAGE DU PRÉSIDENT

**De quelle couleur est votre vague ?**

Page 3



### VOTATIONS FÉDÉRALES

**Non au diktat du GSsA**

Pages 4-5



### POINT FORT

**Start-up: parier sur l'avenir**

Page 13



### DANS LE MONDE

**Brouillard sur le Potomac**

Page 15



**Les démocraties occidentales sont en difficulté. Au nom de la liberté à tout prix, les minorités tentent aujourd'hui de prendre le contrôle de la vie publique. Certains dirigeants sont tentés par l'autoritarisme, tous les moyens sont bons et tant pis pour l'intérêt général... Analyse et commentaire.**

Pages 6 à 8

## ATTENTION DANGER!

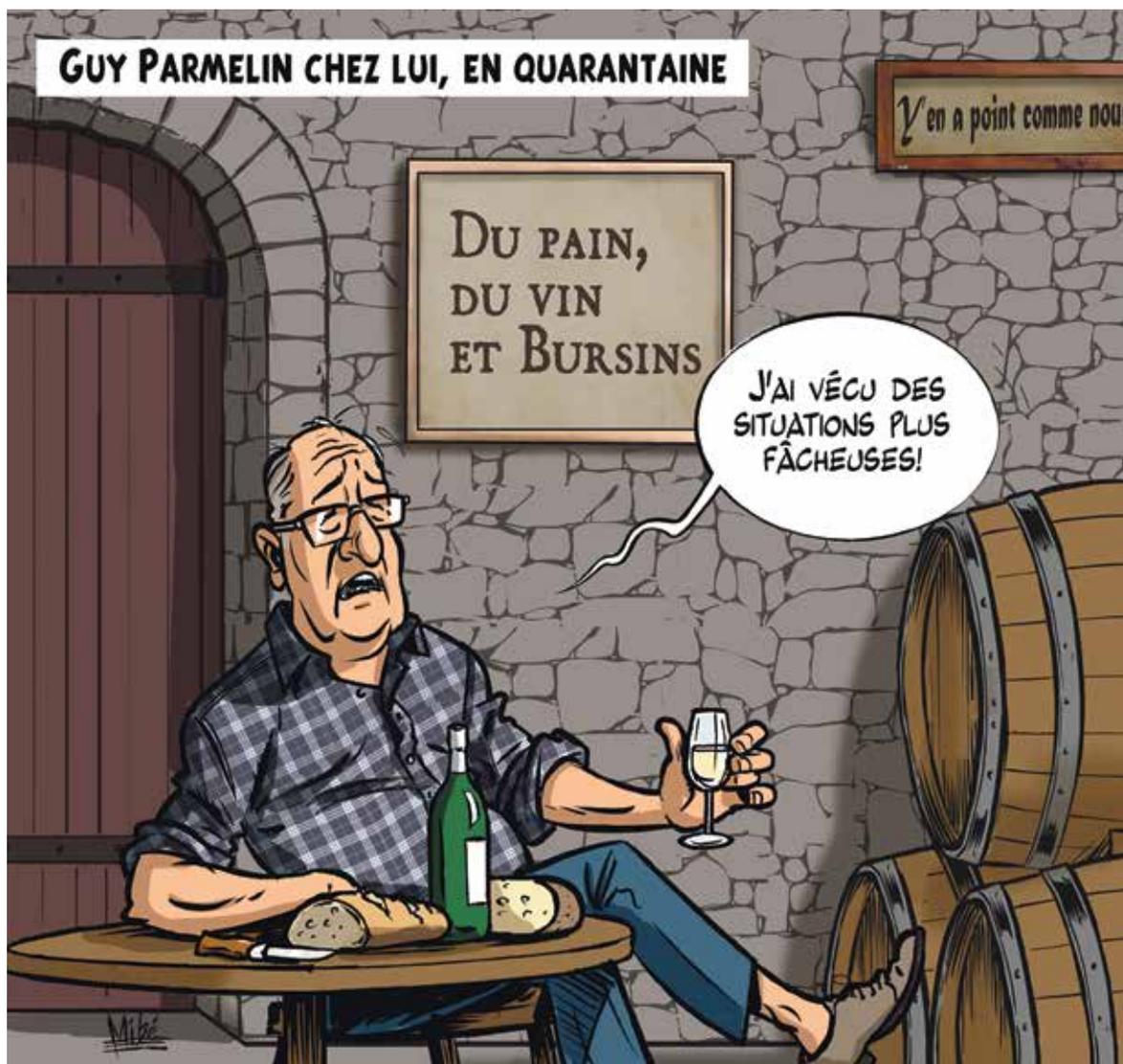
par Fabienne Guignard,  
rédactrice en chef

La démocratie n'est pas un long fleuve tranquille. Nous voilà arrivés dans beaucoup de pays à un stade du « tous pourris » quand il s'agit de qualifier les élus. Un populisme de bon ton pour certains, qui pensent que leurs représentants ne sont pas à la hauteur de la tâche, pire qu'ils s'en mettent plein les poches, les accusant de tous les maux.

Cette tendance est moins forte dans notre pays heureusement, où les votations à répétition sur des sujets parfois très complexes permettent aux citoyens de s'exprimer librement. Il y en a toujours quelques-uns pourtant qui contestent les décisions en lançant systématiquement des référendums, choisissent la voix de la manifestation, parfois violente. C'est le cas lorsqu'il s'agit du climat et même du port du masque... Un monde où la minorité veut dicter sa loi à la majorité.

Comment réagir à cette évolution de la société occidentale qui par ses effets de contestation permanente met en péril la cohésion sociale? Une bonne cause justifie-t-elle tous les types d'action pour la défendre? La presse, de moins en moins crédible, n'est pas épargnée non plus à l'heure des réseaux sociaux, où les autoproclamés experts de tous bords font et défont la vérité. La justice est-elle encore à la hauteur des enjeux? En Espagne comme en France par exemple, on la voit très politisée.

Au nom du droit à la liberté, tout devient permis. L'individualisme prend le pas sur l'intérêt général. La démocratie serait-elle en danger? Le système suisse est de par sa sophistication institutionnelle plus encline à défendre une société paisible. Le fédéralisme rapproche le citoyen de ses dirigeants. On le voit clairement avec la crise sanitaire actuelle où cantons et Confédération travaillent ensemble, en perpétuelle consultation. Malgré cette volonté de consensus, de discussions permanentes, il y a des voix qui parlent d'autoritarisme d'État. Cette tendance est inquiétante. La démocratie telle qu'on la connaît n'irait plus de soi. Cela valait bien un dossier dans **TRIBUNE**.



## PLR

Les Libéraux-Radicaux  
Vaud

## RECOMMANDATIONS DE VOTE DU 29 NOVEMBRE 2020

### VOTATIONS FÉDÉRALES

**NON**

**Initiative populaire « Entreprises responsables – pour protéger l'être humain et l'environnement »**

**NON**

**Initiative populaire « Pour une interdiction du financement des producteurs de matériel de guerre »**

# DE QUELLE COULEUR EST VOTRE VAGUE ?

par Marc-Olivier Buffat,  
président PLR Vaud, député

**Les médias et commentateurs politiques se gargarisent de la vague verte, vague violette; les dernières votations n'y ont pas échappé. Encore que... La validation de l'achat d'un moyen de défense aérien n'y correspond pas forcément, hormis l'immense travail de persuasion de M<sup>me</sup> Amherd; ou, à l'inverse, l'échec de la déduction fiscale pour frais de garde ou l'absence d'implication de M<sup>me</sup> Sommaruga sur la Loi sur la chasse démontrent qu'une vague peut en cacher une autre...**

Loin de nous l'idée de contester l'évolution claire de l'électorat; mais il serait bon de sortir de l'analyse monomaniaque et bicolore. Le tintamarre médiatique ressemble désormais plus à l'orchestre qui jouait dans les dernières heures du *Titanic*. De quelle couleur est la vague de la pandémie économique (licenciements, chômage, faillites en cascade) que certains feignent encore d'ignorer aujourd'hui ?

## ON PEUT HÉSITER ENTRE LE GRIS ET LE NOIR

Peu ou pas d'intérêt non plus sur les conséquences de cette crise sur les retraites, les épargnants et les conséquences sociologiques d'une pyramide des âges préoccupante: le fameux tsunami gris. Or, cette vague grise ne retient pas plus l'attention des médias, même s'il s'agit, à juste titre, du premier sujet de préoccupation des Suisses. De même, les évolutions technologiques permettent désormais de lever les obstacles et une transition écologique, les énergies fossiles (60% des



émissions de CO<sub>2</sub>) pouvant être remplacées ou neutralisées dans de nombreux secteurs, en particulier les transports aériens ou terrestres. Ce défi énergétique ne saurait être compromis par ceux qui prétendent détenir le monopole de l'engagement climatique, mais qui mènent une guerre d'usure et sans fin contre tous projets d'évolution (parcs éoliens, barrages hydro-électriques, passage à la 5G, etc.).

## UNE VAGUE JAUNE OU BLEUE TURQUOISE ?

Soyons clair: nos adversaires politiques n'ont aucune volonté (ni aucun intérêt d'ailleurs) d'améliorer le bilan écologique au CO<sub>2</sub> d'une société qu'ils honnissent par ailleurs. À cet égard, la crise du Covid-19 fait tomber les masques: un député Vert déclare que les multinationales sont des parasites, un conseiller national s'indigne que les sociétés fassent du bénéfice (quelle horreur!).

Dans ce cadre économique et socio-politique en mutation rapide, il ne fait aucun doute que le PLR doit jouer un rôle important et sans doute décisif dans les décisions qui seront prises prochainement.

Pour ce qui nous concerne, la vague doit être bleue – PLR lors des prochaines élections.

publicité

VÉRITÉ N°2  
TERRAVIN  
NIVEAU DE QUALITÉ  
REMARQUABLE  
AVEC MENTION  
«EXCELLENCE»

SOUTENONS NOS  
VIGNERONS

EXIGEZ LE LABEL TERRAVIN  
VOTRE GARANTIE DE QUALITÉ  
LES CRUS PRIMÉS SUR [WWW.TERRAVIN.SWISS](http://WWW.TERRAVIN.SWISS)

VAUD

# Le 29 novembre prochain, NON AU DIKTAT DU GSSA

par Philippe Cordonier,  
conseiller communal PLR, Épalinges,  
ingénieur méc. EPFL,  
responsable romand Swissmem

**Le Groupe pour une Suisse sans armée (GSsA) ne veut qu'une seule chose: abolir l'armée. Et tous les moyens sont bons à ses yeux pour y parvenir. Plusieurs initiatives ont ainsi été soumises en votation populaire ces dernières années: en 1989 et 2001 pour abolir l'armée, en 2011 pour supprimer le service militaire obligatoire, en 1997 et 2009 pour interdire l'exportation de matériel de guerre. Toutes ont été clairement rejetées par le peuple suisse. Aujourd'hui, le GSsA revient à la charge avec une nouvelle proposition: interdire le financement des fabricants de matériel de guerre, en fixant dans la Constitution fédérale un quota rigide et arbitraire.**

**L'initiative vise aussi de grandes entreprises mondiales telles que RUAG, Airbus et Boeing.**



L'initiative vise certes, en premier lieu, les entreprises suisses d'armement et de grandes entreprises mondiales – telles que RUAG, Airbus et Boeing. Mais aussi les PME industrielles qui les fournissent, en fonction de leur chiffre d'affaires, parce que, d'une part, la BNS, les fondations et les institutions de prévoyance publique et professionnelle ne seraient plus autorisées à détenir des parts dans ces entreprises et que, d'autre part, les banques suisses ne leur accorderaient plus de crédits ni d'autres produits similaires.

Dès lors, en instaurant un quota arbitraire et rigide de 5%, de nombreuses entreprises seraient considérées comme des

«producteurs de matériel de guerre». Est-ce qu'une telle mesure permettrait de rendre le monde plus pacifique, comme le prétendent les partisans de cette initiative? Non. Les entreprises internationales pourront continuer à se financer à l'étranger. Mais ce n'est pas le cas des PME. Les stratégies et les sources de financement de ces entreprises suisses devraient être revues de fond en comble, sans aucune garantie de succès alors que notre pays traverse une crise sans précédent due au coronavirus. De nombreux emplois seraient ainsi menacés. Car si l'industrie de l'armement crée certes des emplois en Suisse, elle passe ses commandes auprès de centaines de PME helvétiques. La majorité de celles-ci se trouvent dans l'industrie MEM, qui emploie au total 320 000 personnes et comprend 13 423 entreprises.

Il n'est pas possible de quantifier le nombre d'entreprises concernées. D'une part, parce qu'il n'existe pas de secteur de l'armement en tant que tel. D'autre part, parce que la fixation du quota à 5%, un seuil très

**En instaurant un quota arbitraire et rigide de 5%, de nombreuses entreprises seraient considérées comme des «producteurs de matériel de guerre».**

faible, aurait pour effet qu'un grand nombre d'entreprises seraient considérées comme des «producteurs de matériel de guerre» alors qu'elles ne fabriquent en réalité que des pièces détachées ou des éléments d'assemblage. En outre, la classification d'une entreprise en tant que «producteur de matériel de guerre» est très évolutive et peut changer d'une année à l'autre. Cela alourdirait encore les coûts pour les investisseurs qui devraient se tenir à jour et couper le robinet financier lorsque les ventes d'armes représentent plus de 5% des activités d'une entreprise. Cela montre bien que le quota arbitraire proposé par les théoriciens du GSsA est impraticable.

## CONTINUEZ DE NOUS SUIVRE



Instagram  
[instagram.com/plrvaud/](https://www.instagram.com/plrvaud/)



twitter.com/PLR\_VD  
[@PLR\\_VD](https://twitter.com/PLR_VD)



facebook.com/PLR.LiberauxRadicauxVaudois/  
[@PLR.LiberauxRadicauxVaudois](https://www.facebook.com/PLR.LiberauxRadicauxVaudois)

## INITIATIVE « ENTREPRISES RESPONSABLES – POUR PROTÉGER L'ÊTRE HUMAIN ET L'ENVIRONNEMENT »

# UNE INITIATIVE IRRESPONSABLE...

par Floriane Wyss,  
secrétaire générale PLR Vaud

**Au programme du 29 novembre prochain se tiendra notamment la votation fédérale sur l'initiative dite «pour des entreprises responsables». Une fois de plus, derrière un titre prometteur visant un objectif indéniable et défendant une cause tout à fait honorable, se cachent bien des dangers. Mais que demande véritablement ce texte ?**

L'initiative veut obliger toutes les entreprises ayant leur siège en Suisse, même celles affairant à l'étranger et même les PME, de respecter les droits humains et l'environnement. Personne ne peut, sérieusement, s'opposer à un tel but. Mais là où le bât blesse réside dans une autre partie du texte.

L'initiative exige également que les entreprises basées en Suisse exercent une forme de surveillance sur «les entreprises qu'elles contrôlent» en matière de respect des droits de l'Homme et de l'environnement; soit, entre autres, sur leurs fournisseurs et sous-traitants. Pour s'assurer que les règles soient respectées, de la filiale aux fournisseurs, une bureaucratie coûteuse et monstrueuse sera nécessaire. Cerise sur le gâteau, une responsabilité civile impliquant des procédures judiciaires serait introduite dans notre Constitution fédérale.

Concrètement, les entreprises suisses devront répondre d'actes commis par d'autres, hors de nos frontières. Et contrairement à ce que prétendent les initiants, les PME ne seront pas épargnées d'office. Compte tenu de critères peu précis, il existe une très

– voire trop – large marge d'interprétation du texte faisant courir le risque aux PME de se retrouver devant la justice, ce qui pourra les amener à tenter de reporter leurs «fautes» sur d'autres. Une distorsion de la concurrence verra alors le jour puisque les entreprises concernées se renverront la balle afin d'éviter tout procès.

La question, en l'occurrence, n'est pas de savoir si l'environnement doit être protégé et les droits humains respectés, ce qui devrait aller de soi, mais plutôt de s'opposer à la méthode vu les conséquences désastreuses qui en découleront.

Relevons encore qu'aucune amélioration du cadre de vie ne peut être garantie aux personnes supposément protégées par l'application de cette initiative, bien au contraire! En effet, une entreprise suisse pourra décider d'arrêter ses activités économiques dans certains pays si le contrôle du respect des normes s'avérait trop complexe et que sa réputation risquerait d'en pâtir. Ce sont les populations indigènes qui subiront les conséquences de ces départs.

En outre, par cette initiative, les initiants insinuent que certains pays ne sont pas capables de faire respecter la loi sur leurs terres. Il s'agit là d'une forme d'arrogance. En plus de toutes les problématiques mentionnées, acceptez-vous réellement que d'autres pays contrôlent nos activités et viennent faire la loi sur notre propre territoire? Ne nous engouffrons pas dans cette brèche dangereuse et votons NON à cette initiative irresponsable!



**L'initiative exige que les entreprises basées en Suisse exercent une forme de surveillance sur «les entreprises qu'elles contrôlent».**

publicité

**CAVE DE LA CRAUSAZ  
FÉCHY**

**Bettems frères S.A.**  
Chemin de la Crausaz 3  
1173 Féchy  
021 808 53 54  
[www.cavedelacrausaz.ch](http://www.cavedelacrausaz.ch)  
Ouvert du lundi au samedi

Cave de la Crausaz - Féchy AOC La Côte  
CHF 8.40 la bouteille

# La DÉMOCRATIE EST-ELLE en danger ?

par Olivier Meuwly,  
vice-président du CDL

**Cette question semble hanter maints esprits alors que les signaux d'alerte tintent, il est vrai, de partout. Même dans les pays qui ont vu naître la démocratie, un doute lancinant se répand. D'aucuns lorgnent, dans le sillage des partis dits populistes, l'homme ou la femme providentiel.**



**La démocratie « participative » est très en vogue dans les pays qui ne possèdent que l'élection pour exprimer la volonté du peuple.**

C'est un fait : l'individu « *postmoderne* » n'a jamais paru aussi contradictoire, oscillant avec allégresse entre tout et son contraire. L'art de gouverner, de faire de la politique, n'a jamais été aussi redoutable, mais on s'en moque : les démocraties représentatives sont confrontées à un dédain, si ce n'est à un mépris profond, envers les politiciennes et les politiciens, et peinent à aimer la confiance de la population. Paradoxalement pourtant, tandis que les parlements et les gouvernements qui en sont issus semblent impuissants à résoudre les crises en effet majeures qui nous environnent, d'une géopolitique chahutée à un climat en folie, nombreux sont celles et ceux qui demandent d'autres formes de démocratie, le tirage au sort, des conseils citoyens soustraits aux influences politiques, d'autres encore. C'est ce que l'on appelle la démocratie « *participative* », très en vogue dans les pays qui ne possèdent que l'élection pour exprimer la volonté du peuple. Qu'en est-il de la Suisse ? Nous pensons que notre démocratie semi-directe

assure une stabilité qui peut nous faire percevoir avec moins d'angoisse l'avenir de la démocratie. D'une part, elle préserve les partis politiques, moins exposés aux humeurs citoyennes qu'à l'étranger où ils constituent l'unique rempart face aux attaques dirigées contre les parlements, le cœur du système représentatif. D'autre part, elle canalise cette même mauvaise humeur en obligeant peuple et autorités à s'emparer des sujets les plus polémiques. Il serait toutefois hasardeux de se reposer sur une sorte d'évidence enrobant notre système d'un voile éternellement protecteur. Le nombre des initiatives et des référendums, depuis les années 70 du XX<sup>e</sup> siècle, ne cesse de croître, preuve à la fois de sa vitalité mais aussi de la promptitude du peuple à contester les compromis élaborés. Nous ne considérons pas ce constat comme un péril, mais cette évolution oblige le monde politique à une grande vigilance : d'où la nécessité de plaider une fois de plus pour l'importance du fédéralisme et du système dit de « *milice* », car eux seuls offrent des

garde-fous solides à une démocratie de type direct, par la grande proximité que ces deux principes créent entre la population et le pouvoir. Plus que l'intervention oiseuse des juges appelés à trancher de la pertinence d'une initiative...

En Suisse, néanmoins, les expériences de démocratie « *participative* » se multiplient, signe que la demande de pratiques démocratiques nouvelles, plus larges car impliquant souvent l'ensemble de la population, est bien réelle. Elles peuvent en effet compléter les procédures que nous connaissons, mais qui demeurent, selon nous, les plus efficaces pour aboutir des résultats tangibles et sûrs.

# AUTOCRATES ET RÉSEAUX SOCIAUX À LA BARRE

## LE VER EST DANS LE FRUIT...

par Fabienne Guignard,  
rédactrice en chef

**Le chaos socio-politique que nous découvrons avec effarement aux États-Unis ne présage rien de bon pour les démocraties occidentales. La plus grande démocratie du monde se disloque sous nos yeux. Est-ce un cas unique ou une tendance? La Grande-Bretagne de Johnson semble se diriger dans la même direction avec sa gestion du Brexit. Salvini n'est pas mort en Italie, Vox a fait son entrée par la grande porte en Espagne. Marine Le Pen est en embuscade en France. Les partis d'extrême droite ou de la droite dure occupent l'échiquier politique européen, aux Pays-Bas, en Belgique, en Finlande notamment, même en Suisse.**

Un président des États-Unis qui se fait un honneur de ne pas respecter les règles coutumières de la vie politique de son pays fait tomber chaque jour un peu plus un château que l'on croyait plus solide. La transformation profonde de la Justice sous l'ère Trump marquera sa présidence. Un tournant historique. Plus de 250 magistrats « trumpistes » à des postes clés ont été élus durant sa législature, certains à vie comme à la Cour suprême; ils exerceront une justice conservatrice bien au-delà de son mandat, renouvelé ou pas. Cette transformation en profondeur de l'exercice de la vie publique américaine, avec l'appui entier du parti républicain, devenu en quatre ans seulement un parti de la droite dure et religieuse (la branche « Tea Party » a pris le pouvoir) fait des émules en Europe aussi. Le style Donald Trump plaît de fait à tous les populistes... Quelques dirigeants de l'UE prennent des allures d'autocrates, adoués par une population en recherche de protection

et qui n'a plus de presse diversifiée pour l'informer. Ni de justice indépendante pour la juger. Prochaine étape de cette évolution vers l'autocratie: la prolongation des mandats électifs des présidents, des premiers ministres, à vie pourquoi pas? Dans ce charivari, l'Union européenne peine à défendre ses valeurs, arrive trop tard dans ses jugements, sans réelles sanctions. Même le parti d'Angela Merkel ne se décide pas à exclure Viktor Orban de son groupe parlementaire au Parlement européen.

Les réseaux sociaux jouent également un rôle important dans ce bouleversement des valeurs démocratiques. Ce fut le cas des Printemps arabes, des Gilets jaunes, des indépendantistes catalans notamment.

Par contre, quatrième pouvoir, la presse traditionnelle, écrite, radiophonique et télévisée perd de sa crédibilité, à l'instar du personnel politique. Elle intéresse de moins en moins la jeune génération, les 19-29 ans, habitués à la gratuité des services. Leurs seules sources d'information sont leurs groupes FB, WhatsApp, TikTok, Twitter ou Instagram. Les algorithmes qui régissent les réseaux sociaux sont aujourd'hui des obstacles à la pratique démocratique. Insultes, violences, complotisme, mensonges sont dès lors admis sous couvert d'anonymat... De ce fait tout est permis.

Pour fausser des élections, il suffit de tourner à son avantage les opportunités du système des réseaux et c'est déjà le cas: manipulation du débat public, piratages divers, fake news, ciblage marketing, faux comptes, comptes robot, etc. Les enjeux financiers des Gafas, les bénéfices politiques sont si faramineux que personne ne veut vraiment changer la donne. Barak Obama n'avait-il pas déjà pour la première fois utilisé les réseaux sociaux pour ses collectes de fonds il y a douze ans? Donald Trump, dès 2016, roi de la com, en a fait un outil marketing efficace pour sa campagne. Il continuera une fois élu en gouvernant par des tweets... Le monde est effaré...



**Insultes, violences, complotisme, mensonges sont dès lors admis sous couvert d'anonymat... De ce fait tout est permis.**

Quand la bêtise, la désinformation, la méchanceté prennent le pouvoir, quand le premier degré est le seul argument pour se faire comprendre, quand la colère et la rage commandent les décisions, tout peut arriver. La démocratie est ainsi malmenée... Sérieusement malmenée... « On a les gouvernants que l'on mérite », dit l'adage « car on les a élus... » et cela en dit long sur l'état de nos sociétés...

publicité

**Machines-Services – Bernard Thonney**

Vente et réparation de toutes marques de tondeuses, tronçonneuses, fraiseuses, scarificateurs, débroussailluses, machines viticoles et communales. Véломoteurs Bye Bike.

Route du Jorat 8  
1073 Mollie-Margot  
021 781 23 33  
079 310 56 66  
b.thonney@bluewin.ch  
www.machinesservices.com

# LE TRIBUNAL FÉDÉRAL N'EST PAS LA COUR SUPRÊME AMÉRICAINE...

par Quentin Racine,  
vice-président PLR Vaud,  
conseiller communal

Lors des dernières semaines, il n'a pas été uniquement question du Coronavirus. Ce dernier, bien que monopolisant toujours massivement les Unes et les nouvelles, a laissé une part d'actualité à deux élections judiciaires marquantes, l'une en Suisse, et l'autre à Washington.



**Le sort des élections judiciaires helvétiques, qu'elles soient fédérales ou cantonales, n'est jamais réellement porté à la connaissance du citoyen.**

Il est souvent fait état des élections au sein des législatifs et des exécutifs dans les médias. Cet engouement démocratique est bien évidemment lié au fait que ces scrutins sont dans les mains du Peuple souverain. Il n'échappera à personne que le climat politique suisse est bien moins conflictuel que chez certains de nos

voisins. La Suisse est par ailleurs reconnue pour sa stabilité politique et démocratique, bien loin des alternances de pouvoir de nos voisins français. Ainsi, le sort des élections judiciaires helvétiques, qu'elles soient fédérales ou cantonales, n'est jamais réellement porté à la connaissance du citoyen.

Dans d'autres États, la nomination d'un juge peut tenir un pays entier en haleine. Le 18 septembre dernier, la Cour suprême américaine a perdu une figure en la personne de la juge Ruth Bader Ginsburg. Nommée par Bill Clinton en 1993, elle a incarné une aile progressiste satisfaisant pleinement une partie de l'électorat américain. Son décès aura permis au président Trump de nommer une juge conservatrice, parfaitement en phase avec un électorat républicain à (re)conquérir.

Le judiciaire, au service du pouvoir exécutif? Peut-être. Quid en Suisse? Nous serions tentés de répondre par la négative. Cela étant, un parti politique suisse, de manière inhabituelle, a recommandé au Parlement de ne pas renouveler le mandat d'un juge fédéral

sous prétexte qu'il n'aurait pas appliqué le programme de son parti. Le judiciaire, au service du pouvoir législatif? Peut-être. Finalement, le juge en question a été réélu, haut la main.

À l'heure où certaines décisions de justice sont remises en question, où il est reproché au judiciaire de se substituer au législateur, le rôle des autres pouvoirs devient décisif. La Cour suprême américaine est un curseur politique qui a joué un rôle décisif dans le cadre du droit à l'avortement ou le port d'armes notamment. Ce rôle de gardien de la Constitution la rend donc plus propice aux combats politiques et confrontations idéologiques entre progressistes et conservateurs. La Cour suprême en devient donc un «*super troisième pouvoir*».

En Suisse, le Tribunal fédéral n'a pas ce rôle. Il est donc inutile de vouloir lui appliquer les mêmes règles ou les mêmes codes que la Cour suprême. En vouloir à un juge fédéral dont les positions ne seraient pas en phase avec le programme de son parti reviendrait à créer une méfiance envers la Justice dont l'indépendance est un pilier de l'État de droit.

La politique suisse peut paraître terne à plusieurs égards. Elle permet peu d'envoies lyriques et de combats affirmés. Le consensus doit primer. À plus forte raison, il doit en être de même pour les élections judiciaires. Les trois pouvoirs sont un équilibre; ne laissons aucun pouvoir dicter sa leçon aux autres.

publicité

 **HSB**  
Chaleur maîtrisée.

HSB Brûleurs et systèmes  
de chauffages SA  
Chemin de Mongevon 6  
1023 Crissier

Tél.: +41 21 637 37 17  
Fax: +41 21 637 37 15  
crissier@hsb.ch  
www.hsb.ch

# CHANGEMENT DE CODES

par Florence Bettschart-Narbel,  
députée et conseillère communale,  
vice-présidente PLR Vaud

**Y a-t-il un point commun entre l'affaire du «T-shirt de la honte» ou le port de la cravate par les hommes ? Si ces débats actuels peuvent paraître futiles à certains, ils ont évidemment un lien avec notre si chère valeur de liberté. Jusqu'où peut-on aller dans l'acceptation du proverbe «La liberté des uns commence là où s'arrête celle des autres»? Ayant des enfants adolescents, les discussions autour de ce qui est acceptable en matière d'habillement peuvent être vives à la maison. Elles sont les mêmes que celles que j'avais à 15 ans avec mes parents lorsque j'avais une idée, certaine que ce que je portais était adéquat. Ma grand-mère nous rappelait aussi souvent que «des goûts et des couleurs, ça ne se discute pas».**

## AUJOURD'HUI, QUE CONSTATONS-NOUS ?

Certains estiment que c'est à l'école de mettre certaines règles en place pour juger de la décence des tenues des uns et des autres. Certes, des limites claires doivent être fixées, mais, pour ma part, je pense que c'est d'abord à nous, parents, même si cela peut être difficile, de faire en sorte que nos enfants partent à l'école habillés correctement. Ce sont les adultes qui doivent montrer l'exemple et cela passe aussi par des tenues adéquates des enseignants (ce qui n'est pas toujours le cas). Il y a une nécessité d'explication pour faire comprendre à ces ados où est leur curseur et dans quel contexte.

Et puis, il faut se dire qu'une mode n'est que passagère et que si cela se trouve, dans deux ans, les jeunes se vêtiront avec d'amples tenues.

On peut faire quelques parallèles avec le port de la cravate : jusqu'à peu,



dans leur vie professionnelle ou dans le milieu politique, les hommes portaient une cravate. De nos jours, après l'introduction des «casual Friday» que l'on pourrait traduire par vendredis décontractés, les entreprises ont, de plus en plus, autorisé leurs employés à venir travailler sans cravate. Mais chacun doit pouvoir assumer son choix sans que cela ne passe soit pour de la désinvolture, soit pour du conservatisme, tout en étant conscient, de nouveau, de la place du curseur.

Finalement, ces changements de codes vestimentaires empêchent-ils les concernés de faire leur travail correctement ? Les valeurs que nous prônons au sein du PLR, notamment la liberté et la responsabilité, sont-elles mises à mal par ces débats ? Je ne le crois pas, et surtout je crois que chacun doit se sentir bien dans sa peau. Les codes changent au fil du temps : parfois on y adhère, parfois non. Tout est question de contexte. Nous vivons une époque où il est vite fait de juger les uns ou les autres. Ce qui semblait volontairement subversif à une époque, dans une volonté de provoquer, n'est plus vu aujourd'hui comme une question de décence ou d'indécence.

N'oublions pas les phases par lesquelles nous avons passé et celles par lesquelles nous passerons encore. Ces dernières seront certainement l'objet de nouvelles discussions animées au fil des générations.

**Les changements de codes vestimentaires empêchent-ils les personnes concernées de faire leur travail correctement ?**

publicité



MAITRISE FEDERALE 

## Guy Gaudard s.a.

ELECTRICITE • TELECOM

Av. de Chailly 36 • 1012 Lausanne  
021 711 12 13 • [info@gaudard.ch](mailto:info@gaudard.ch)

Soyons prévoyants et faisons nos réserves

# Aidez-nous à financer les futures campagnes...



... au moyen du bulletin de versement  
encarté dans cette édition!

**ANTICIPER** fait partie des qualités que l'on demande aux chefs d'entreprises, c'est aussi la mission d'un parti politique qui se doit de l'honorer au quotidien.

Et bien sûr, il est impossible de **PRÉPARER LE FUTUR** sans parler de moyens financiers. L'argent, le nerf de la guerre? Bien sûr. Mais pas seulement heureusement. Les idées, les convictions, l'engagement des élus comme celui des bénévoles, les actions sur le terrain et celles développées dans les Parlements sont le fondement de tout succès politique et électoral. Et nous ne manquons ni d'atouts ni d'énergie...

Le PLR Vaud se veut **PRÉVOYANT, ORGANISÉ, PRÊT POUR LA BATAILLE** dans la course aux élections communales à venir, inéluctables Plus fourmi que cigale... plus écureuil que dépensier... jusque dans ses décisions politiques à l'heure des budgets notamment... Une course en perpétuel recommencement, dans une période de crise exceptionnelle, parsemée de votations populaires stratégiques pour le pays. Ces votations qui parlent des valeurs, de vision de la société, de prospérité qu'il s'agit de défendre.

Alors ne jouons pas à la cigale et faisons nos réserves...

**AIDEZ-NOUS À DÉFENDRE NOS VALEURS ET NOS IDÉES PAR UNE CONTRIBUTION VOLONTAIRE** d'un montant que vous jugerez opportun, selon vos moyens, à l'aide du bulletin encarté dans cette édition de **TRIBUNE**.

*Les petits ruisseaux ne font-ils pas les grandes rivières?*

**ALORS D'ORES ET DÉJÀ MERCI POUR VOTRE SOUTIEN, FUT-IL MODESTE.** Il contribuera à nous donner la force dont les idées libérales-radicales ont besoin pour la prospérité de notre pays et celle de notre région.

**Marc-Olivier Buffat**

Président PLR Vaud, député

**François Logoz**

Trésorier PLR Vaud

**Floriane Wyss**

Secrétaire générale PLR Vaud

## Les DÉPUTÉS en action

# Le PLR, PROMOTEUR ET DÉFENSEUR DE LA NATURE

par Candice d'Anselme,  
secrétaire générale adjointe PLR Vaud

## SAUVETAGE D'UNE FILIÈRE AGRICOLE DE PROXIMITÉ ET EN CIRCUIT-COURT

Après le syndrome des basses richesses et l'arrivée de la jaunisse virale, il ne fait aucun doute que le secteur de la betterave à sucre traverse une crise existentielle. **Philippe Cornamusaz** a interpellé le Conseil d'État sur cette situation dramatique et a constaté avec satisfaction les démarches que le DEIS a commencé à entreprendre pour soutenir les producteurs vaudois de betteraves. Mais ce soutien que l'on peut plutôt qualifier de sauvetage passe par la nécessaire réintroduction – temporaire et strictement encadrée – du néonicotinoïde permettant de venir à bout du puceron transmetteur du virus.

Si l'on peut se réjouir en Suisse des recherches de solutions alternatives respectueuses de l'environnement et favorisant l'agriculture durable, **Grégory Devaud** rappelle qu'il est impératif de sauver aujourd'hui cette filière de proximité en circuit-court. En effet, sa mort aurait pour seule conséquence l'importation de produits sucriers étrangers aux conditions de production floues. Forts de ces arguments, nos députés ont fait approuver par le Grand Conseil une détermination institutionnalisant son soutien au Conseil d'État dans ses démarches.

## « N'OPPOSONS PAS L'HOMME ET LA NATURE ! »

Une pétition forte de milliers de signatures demandant la préservation des chalets de la Grande Carrière a donné lieu à des débats nourris au sein du Grand Conseil. Pour des raisons de non-conformité de la forme, le Conseil d'État a entrepris des démarches pour démolir ces chalets séculaires, une décision que les pétitionnaires ne peuvent pas laisser passer. Plusieurs députés PLR ont pris position pour leur maintien: **Rémy Jaquier** a relevé le comportement irréprochable et respectueux de la nature des propriétaires qu'il a aussi

mis en perspective avec les interventions mécanisées entreprises chaque année pour préserver la biodiversité de la réserve. « *N'opposons pas l'homme et la nature!* » proclama notre députée **Carole Schelker**: faut-il rappeler que cette réserve est née de la main de l'homme par la correction des eaux du Jura? Nos députés ont ainsi permis aux pétitionnaires de faire valoir leur droit démocratique en transmettant cette pétition au Conseil d'État pour espérer sauver ces chalets centenaires voués à la démolition.



Philippe Cornamusaz



Grégory Devaud



Rémy Jaquier



Carole Schelker



## NOMINATION À LA COFIN

C'est à l'unanimité de son groupe que **Jean-Daniel CARRARD** a été nommé nouveau membre de la COFIN en remplacement d'un député Les Libres qui, n'ayant plus le quorum pour y siéger, a dû céder sa place dans cette si importante commission. Belle réussite PLR!

## AGENDA POLITIQUE

Save the date !

### STANDS

**Au vu de la situation sanitaire, pas de programme des stands dans TRIBUNE.**

À retrouver au gré des annonces sur le site du PLR Vaud.

### ASSEMBLÉES GÉNÉRALES

**PLR Corcelles-Payerne**

**Me 18 novembre, 20 h**

Auberge Communale, grande salle

**PLR Entente Iaysenoude**

**Je 12 novembre, 20 h**

### PLR Lausanne

**Assemblée extraordinaire**

**Me 28 octobre, 19 h 30**

Club Alpin Suisse section des Diablerets, Lausanne

**Stamm mensuel**

**Je 5 novembre, 12 h**

Restaurant du Théâtre, Lausanne

Invité: **Pierre Vogel**.

Thème: « *Opportunités économiques du réchauffement climatique* ».

Inscription d'ici au 3.11.2020 :

francoise.longchamp@bluewin.ch

### PLR NYON

**Conférence** (pollution lumineuse)

**Des lumières dans la nuit**

**Je 19 novembre, 19 h 30**

Ferme du Manoir, Nyon *Entrée gratuite*

### PLR Le Mont/Lsne

**Séance d'information**

**Conseillère et conseiller**

**communal: mode d'emploi**

**Me 4 novembre, 20 h 15**

Caserne du Mont, Le Mont

**Table ronde**

**Le développement au Mont, comment le rendre durable?**

**Ma 10 novembre, 20 h 15**

Aula du Collège du Mottier, Le Mont

### CDL

**Soirée annuelle ve 4 décembre**

Le Mirabeau, Lausanne

### PLR VAUD

**Congrès prévu me 25 novembre**

### TRIBUNE

**Prochaine parution**

**Me 18 novembre**

**Délai rédactionnel**

**Lu 9 novembre**

# COVID-19 ET TOURISME: UN MÉLANGE QUI NE PEUT PRENDRE...

par Philippe Brandily,  
membre des JLRV

**Une grande partie de l'économie a souffert et continue de souffrir de la crise du Covid-19 et de tout ce qu'elle a engendré. Une des premières victimes est le secteur du tourisme, particulièrement affecté par la pandémie.**



**Septante pour-cent des établissements réduiront leur masse salariale en raison des fermetures causées par la pandémie.**

En 2018, le tourisme avait rapporté à lui seul 44,7 milliards de francs, dont près de la moitié en valeur ajoutée brute selon l'Office fédéral de la statistique (OFS). On ne connaît pas encore précisément l'étendue des dégâts causés par la crise du coronavirus cette année, mais les premiers résultats et les dernières estimations sont loin d'être encourageantes, encore plus quand on sait que cette crise n'est pas encore finie et que de nombreux pays envisagent un reconfinement futur ou l'ont même déjà mis en place.

La Suisse a toujours pu compter sur ses beaux paysages et ses attractions, mais le monde est en pause et figé géographiquement.

Selon les prévisions mensuelles de l'Aéroport de Genève, l'aéroport a accueilli 1 526 561 passagers en avril 2019 alors que durant le même mois de l'année courante, celui-ci n'a été emprunté que par 6347 passagers, soit une baisse de 99.6%. Cela s'explique par le fait que le mois d'avril 2020 a été marqué par le confinement de nombreux pays. Parmi les passagers qui ne

sont pas venus sur le sol helvétique, on compte de nombreux touristes potentiels qui n'ont pas eu l'occasion de venir dépenser leur argent dans nos beaux hôtels en crise.

Alors que le milieu du transport de personnes est autant affecté, qu'en est-il du milieu hôtelier? Selon le dernier sondage d'HotellerieSuisse sur « l'enquête d'évaluation de la situation de l'hébergement » mené en collaboration avec Suisse Tourisme et l'institut tourisme de la HES-SO valais, « 70% des établissements réduiront leur masse salariale en raison des fermetures causées par la pandémie ». Cet impact économique a un effet majeur: la désertion des hôtels. Entre les mois de janvier et août 2019, l'hôtellerie suisse a compté 27,9 millions de nuitées, tandis que sur la même période en 2020, les chiffres sont de 16,5 millions soit une chute de près de la moitié de l'effectif selon les résultats provisoires de l'OFS.

Et tout ceci est accru par une liste de pays « à risque élevé » mise en place dès le 6 juillet 2020, dont les ressortissants sont soumis à leur arrivée à une

quarantaine obligatoire. On retrouve à l'heure actuelle dans cette liste les régions de provenance d'une part importante de touristes, notamment dix-huit régions françaises, une part importante de l'Italie, le Royaume-Uni, les États-Unis...

La saison estivale a touché à sa fin. La saison hivernale, qui va bientôt ouvrir ses portes, est une part très importante du tourisme suisse. Pour la saison 2017/2018, les remontées mécaniques ont cumulé des recettes de 698,7 millions de francs. La pandémie n'ayant pas l'air de toucher à sa fin, cette économie ne sait pas à quoi elle fera face ces prochains mois.

On ne sait pas de quoi demain sera fait et très peu de choses nous permettent d'envisager clairement le futur du tourisme suisse. Tâchons d'espérer que le milieu du tourisme saura sortir la tête de l'eau. Mais ce qu'on peut entrevoir n'est pas forcément très lumineux: on peut imaginer que l'hôtellerie suisse aura du mal à retomber sur ses pattes, ou du moins risque d'y laisser des plumes.

publicité

## Fiduciaire PAUX Conseils & Gestion

- Comptabilité
- Fiscalité
- Gérance / PPE
- Organisation

Rue de la Gare 15 1110 Morges  
Tél. 021 803 73 11  
info@paux.ch - www.paux.ch

# START-UP : PARIER SUR L'AVENIR



par Carole Dubois,  
députée, municipale,  
présidente du Groupe PLR  
au Grand Conseil

Dans son édition spéciale de septembre 2020, PME présente le top 100 des start-up suisses. Des entreprises de pointe dans les domaines de la biotech, medtech, cleantech, foodtech, fintech ou spécialisées dans les drones, l'engineering, la sécurité ou les technologies de la communication et de l'information (ITC). Les nouvelles technologies développées en Suisse sortent des secteurs traditionnellement forts tels les sciences de la vie ou la finance; dans le marché des drones, par exemple, les start-up ont apporté à notre pays une réputation internationale.

Ces entreprises, qui représentent un futur économique important pour notre pays, sont pour une grande partie dirigées par d'anciens étudiants des Écoles polytechniques de Zurich ou de Lausanne et de nos universités. Sur ces 100 Start-Up, 50 ont leur siège à Zurich. Il est très encourageant de voir que Vaud est largement en seconde position avec 25 entreprises (5 medtech, 4 ITC, 3 biotech, 3 drones, 3 engineering, 3 foodtech, 2 cleantech, 2 security). Au début septembre de cette année, le Grand Conseil a pris acte de la Politique d'appui au développement économique (PADE) du canton de Vaud 2020-2025, qui doit accompagner la stratégie de notre canton dans le soutien aux entreprises innovantes. Le projet de décret découlant de cette nouvelle PADE, voté par le Grand Conseil suite à cette prise d'acte, prévoit un volet de 50 millions dédié à l'innovation. Il s'agit de rester attractif et de résister à des pays rivaux qui sont de plus en plus compétitifs dans ce domaine. Nos Hautes Écoles constituent un écosystème performant et il est indispensable d'avoir les outils pour garder nos jeunes talents, compenser la cherté de notre pays par l'inventivité et renforcer notre

compétitivité. Le fonds de soutien à l'innovation s'articule sur cinq axes: une innovation collaborative, le financement des start-up et des scale-up, les hubs incubateurs (par exemple: Y-Parc, EPFL innovation Park ou Biopôle) qui offrent un environnement et des compétences aux jeunes entreprises, et la promotion internationale pour renforcer la visibilité de l'écosystème d'innovation vaudois. La force d'innovation de la Suisse, et particulièrement du canton de Vaud, permet d'avoir confiance en l'avenir. D'une part, un des axes forts commun à de nombreuses start-up est la durabilité et d'autre part, malgré la crise pandémique, les investisseurs ont continué à financer ces jeunes pousses prometteuses. Certains experts pensent que 30% des start-up de ce top 100

pourraient obtenir le statut de «licorne» (valeur de l'entreprise dépassant le milliard de franc) dans la prochaine décennie. C'est dire s'il est important de garder ce potentiel dans notre pays, par des investissements et des conditions-cadre attractives. Des accords bilatéraux et des accords-cadre auront donc une importance prépondérante, nombre de ces entreprises étant fortement exportatrices.

**Dans le marché des drones, les start-up ont apporté à notre pays une réputation internationale.**

publicité

## LA MAGIE DU BOIS!

**VOLET**  
CHARPENTIER/BATISSEUR

T. 021 926 85 85  
St-Légier

**La CROIX**  
CHARPENTIER/BATISSEUR

T. 021 926 85 95  
Mts-Pully

**KURTH**  
CHARPENTIER/BATISSEUR

T. 024 486 85 85  
Orbe

**JOTTERAND**  
CHARPENTIER/BATISSEUR

T. 021 637 85 85  
Rolle

**PORCHET**  
MENUISIER/CREATEUR

T. 021 908 06 80  
Maracon

► Cinq sociétés,  
une même identité  
pour un service

- plus proche
- plus fiable
- plus flexible
- plus complet



[www.volet.ch](http://www.volet.ch)

CHARPENTE · COUVERTURE · FERBLANTERIE · TERRASSE · ESCALIER  
MENUISERIE · FENÊTRE · AGENCEMENT · PLAFOND · TONNEAUX

# J'ÔTERAI mon masque QUAND TU ÔTERAS LE TIEN !

par Jean-François Ramelet,  
pasteur,  
responsable de « l'esprit saint,  
une oasis dans la ville » à Lausanne

**Connaissez-vous Rocky Dennis ? Ce n'est ni une rock star, ni un joueur de tennis. Rocky était le prénom d'un adolescent atteint d'une maladie osseuse rare: la dysplasie craniométraphysaire. Son histoire est véridique.**



Je me suis souvent demandé pourquoi les chercheurs et les médecins donnaient des noms abscons aux maladies. Est-ce pour borner le périmètre d'un savoir qui serait réservé uniquement à des cerveaux hypertrophiés ? Ou faut-il y voir là, une pratique inconsciente et superstitieuse, visant à tenir à bonne distance le mal, en lui donnant des noms amphigouriques et tarabiscotés, dignes d'un manuel d'exorcisme en latin ou sortis tout droit de la collection des insultes du capitaine Haddock ?

Dans le « biopic » que lui consacre le réalisateur Peter Bogdanovic, Rocky Dennis évoque plus simplement le mal dont il souffre et qui lui déforme le visage comme une entourloupe de « son pote le calcium ».

Je le reconnais, il est des morts connus

ou inconnus qui m'accompagnent, me visitent, me sollicitent, m'interpellent et perforent mon rationalisme.

Rocky Dennis m'a visité à plusieurs reprises ces derniers temps. À commencer par le jour où j'ai porté le masque pour la première fois. Jusqu'alors, je croyais l'accessoire réservé aux séries télévisées : *Grey's Anatomy* ou *D'House*. Je n'avais porté le masque que pour brûler les échelles que l'artiste Sandrine Pelletier avait imaginées pour commémorer en 2017, les 700 ans de la Réforme à Saint-François.

La maladie dont souffre Rocky, que seul le port de la blouse blanche autorise à prononcer correctement, lui déforme le visage et lui donne une tête de lion. Son visage difforme suscite autour de lui la peur, la moquerie, l'exclusion et la

mise à l'écart. Le réflexe est ancestral : il faut se méfier et se tenir à distance des malades et des infirmes : que diable... leur mal pourrait être contagieux !

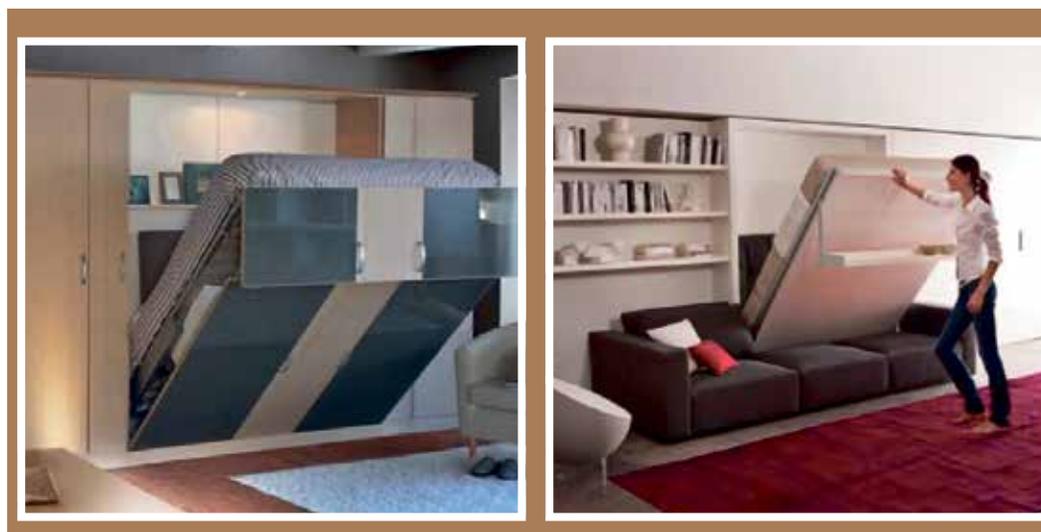
L'obligation de porter le masque s'ajoute désormais aux gestes barrières auxquels nous devons tous consentir pour contribuer à contenir ce virus insidieux. Autant dire qu'il est désormais revêtu d'une noble fonction : il préserve des vies, une économie, une vie sociale, certes ténue et fragile, mais si nécessaire à notre équilibre.

Le port du masque exerce un effet répulsif sur beaucoup. Je m'en étonne. Celles et ceux qui s'indignent d'une telle mesure, n'ont-ils pas porté le masque avec complaisance et zèle – comme nous tous – dès qu'il s'agissait de faire bonne figure ou bonne impression en société ?

Ne nous voilons pas la face : la mascarade n'est pas là où l'on croit, mais là où pour des raisons économiques, sociales ou morales, des hommes et des femmes sont contraints de se dissimuler, de jouer la comédie pour avoir une chance d'exister dans un monde qui vénère l'apparence, l'esbroufe et l'artifice.

Dans une scène du film où il est pris à partie par un crétin qui, devant sa disgrâce, lui demande d'ôter son masque, Rocky Dennis lui répond : « J'ôterai mon masque quand tu ôteras le tien ».

publicité



**Le spécialiste suisse  
des lits rabattables  
depuis plus de 30 ans !**

**Confort-lit**  
DEPUIS 1989

Rue Saint-Martin 34  
1005 Lausanne  
Tél. 021 323 30 44

Av. de Grandson 60  
1400 Yverdon-les-Bains  
Tél. 024 426 14 04

# BROUILLARD SUR LE POTOMAC

par Pierre Schaeffer

**L'Amérique vit un paradoxe. Les élections présidentielles du 3 novembre sont destinées à doter le pays d'un exécutif fort, mais limité dans l'exercice du mandat par la séparation des pouvoirs et dans le temps, par une seule réélection. Cette démocratie en Amérique, vantée par Tocqueville trouve-t-elle des limites inattendues, celles des incertitudes liées au flottement du pouvoir et à un président candidat à sa réélection dont tout le monde s'interroge sur son état de santé et sa capacité à exercer un second mandat ?**



**L'argument de campagne le plus fort de Trump, c'est l'ordre et la loi, incarnés par la répression des émeutes, à Portland en particulier.**

C'est une situation sans précédent que les pères fondateurs de la Constitution américaine n'avaient pas prévue. On a déjà vu une élection après un président assassiné dans le cas de Lincoln ou de Kennedy. On a vu des présidents démissionnaires comme Andrew Johnson, destitué, après la présidence de Lincoln, et Nixon, remplacé par Gérard Ford, voire de Roosevelt auquel succède, après un quatrième mandat, le vice-président Harry Truman. Mais un président candidat à la réélection qui se proclame guéri après un séjour d'hôpital alors que le doute règne, c'est une première et l'on devine que Trump devancé dans les sondages par le démocrate Biden, joue le grand jeu, celui du président fort qui a vaincu le corona en trois jours, appelle le pays à ne pas avoir peur et trouve dans cette forfanterie l'excuse de son incurie au déclenchement de l'épidémie. Trump gagnera-t-il son pari ? La décision va se jouer dans les «*swings states*», les États indécis du Middle West acquis à Trump en 2016, aujourd'hui plutôt favorables à Biden. Au cœur du débat se trouvent les enjeux de politique intérieure et extérieure. En politique étrangère qui n'est

jamais une référence première pour l'opinion américaine, on devine que les initiatives de Trump dans le domaine du protectionnisme appliqué à la Chine et à l'Europe ne sont pas désapprouvées par l'opinion. L'isolationnisme appliqué au commerce et à la défense de l'Occident par le Traité de l'Atlantique nord, victime du désengagement américain en Europe, ne l'est pas davantage par les Américains. C'est à la charnière des politiques étrangère et intérieure que se situent les réticences de l'opinion, sensible en 2016 à la promesse de Trump de construire un mur, partiellement achevé, à la frontière du Mexique. Mais l'argument de campagne le plus fort de Trump, c'est l'ordre et la loi, incarnés par la répression des émeutes, à Portland en particulier. Trump a marqué des points en envoyant la garde nationale et corrigé les images de la mort de George Floyd. Trump apparaîtrait dans cette campagne comme le champion de la démocratie libérale attaquée par des forces qui entendent promouvoir la culpabilité de la population blanche au nom du refus de la modernité et de l'anti-esclavagisme. Il y a là un constat radical inspiré par la fragmentation de l'unité éthique de

la population blanche, celle de la côte est dont le protestantisme s'est effacé devant les post-protestants, champions de la fracture de la population blanche et de la remise en cause de la civilisation héritée des pères fondateurs dont la figure de proue est le vice-président Mike Pence.

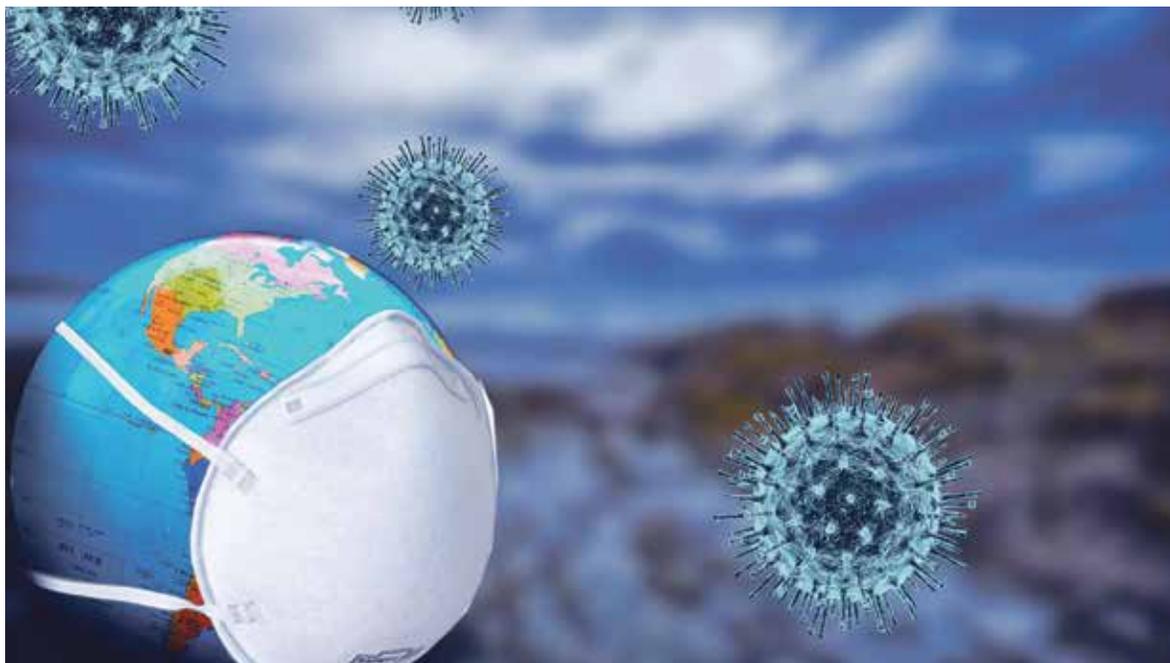
L'élection du 3 novembre va devoir lever une triple interrogation par-delà le suffrage des États indécis : l'issue du vote des grands électeurs qui peut donner une majorité de voix au candidat minoritaire dans l'opinion, comme ce fut le cas pour Trump en 2016 face à Hillary Clinton, les contentieux liés au vote par correspondance qui peuvent conduire à un verdict de la Cour suprême comme en 2000 au profit de George Bush, la menace enfin d'une rébellion contre le résultat officiel si Trump est proclamé élu, cette élection étant considérée comme celle d'un président inapte à la fonction.

publicité

**HOTEL BELLERIVE**  
★★★  
Idéal pour tous vos séjours  
et ceux de vos connaissances  
Vue imprenable – Parking assuré  
Fitness, Sauna, Hammam

**BAR PUB « LE 99 »**  
Av. de Cour 99, 1007 Lausanne  
Tél. +41 21 614 90 00  
www.hotelbellerive.ch  
info@hotelbellerive.ch

# Le TUEUR EST EN FAIT UNE TUEUSE



par Fabienne Guignard

**Ce fameux corona est depuis quelques mois la personnalité la plus puissante du monde. Bien plus que Donald, Vladimir, Jinping ou Recep réunis; il a envahi nos vies, nos bus, nos trains, nos places de travail, nos maisons, nos restaurants, nos magasins et surtout nos hôpitaux. La moindre virée shopping devient une activité à risque. Une petite fondue avec des amis au resto, un défi à relever et un bar pour partager un verre de blanc, l'endroit le plus dangereux de la planète sur la planète... entière justement. Sans oublier les dancings qui sont à un tel stade de dangerosité qu'ils sont désormais fermés quasi partout.**

Ceux qui voyagent sont punis. Ils sont mis en quarantaine bien souvent... Les activités de loisirs en groupe, finis les amis! Tu peux faire du sport mais tout seul... Les matchs de foot, Roland Garros sans public, c'est surprenant. Heureusement il y a la télé. On a pu admirer l'équipe de Suisse et son 3-3 contre l'Allemagne. Pas de public mais beaucoup de buts, c'est pas mal au final.

Ce petit machin invisible a fait de nous, simples humains, des cibles faciles. Et pourtant on se croyait si forts. Il n'a pas fait les choses à moitié. Nous voilà à être malades comme des chiens, à la maison ou des tuyaux partout à l'hostio... Ce minuscule être vivant fait le mariolle se sachant pour le moment intouchable. Il s'en donne à cœur joie... Il est tout content. Il sait que cela ne va pas durer. Mais il nous coupe le souffle, nous enlève le goût et l'odorat, depuis peu l'ouïe aussi, il a supprimé le toucher depuis longtemps. Bref tous nos sens sont à l'arrêt et c'est pas drôle du tout... Il nous force à mettre des masques pour plus d'égalité comme les uniformes à l'école d'antan. Chacun le sien, en papier, en tissu, en matière recyclée ou à la dernière mode...

Bizarrement cette «petite chose» ne s'attaque pas aux animaux qui continuent leur petite vie habituelle; les oiseaux s'en donnent à cœur joie, les renards osent à rentrer dans nos jardins et les canards s'amusent à nous narguer sur les places de Venise et d'ailleurs... Et pas que les canards... Sitôt qu'on a pris nos aises cet été, il revient nous dire: «Attention, les amis!» et nous remet à l'ordre...

Ce virus chinois comme aime à l'appeler Donald, il fallait bien lui donner un nom. Les plus grands experts en épidémiologie ont décidé de l'appeler LA Covid-19. Le pire virus tueur que nous connaissons depuis une centaine d'années est pour les spécialistes scientifiques une tueuse. Leur subconscient s'est-il mis en branle... Les scientifiques seraient-ils de grands machos qui s'ignorent (ou pas), accusant la gent féminine de tous les maux? N'a-t-elle pas été la cause du péché originel? Le serpent et la pomme, c'est elle... Alors non, méchant virus, je vais continuer à t'appeler Monsieur.

## ENFIN À VEVEY!

*Le canton de Vaud a fait la meilleure inauguration de la décennie. Il a ouvert un centre de tutelle et de curatelle à Vevey, beaucoup disent enfin! Mettre Vevey sous tutelle paraît la meilleure chose à faire pour la fin de la décennie...*

## CHO

*Vague de suicide chez les «Chief Happiness Officer», avec l'année 2020 qui va se terminer dans la douleur la plus extrême, les métiers fun ont tendance à disparaître rapidement. Comment amener de la joie et des sourires sous les masques et en télétravail, c'est mission impossible.*

## GRAND CONSEIL

*Le Grand Conseil siège masqué en permanence, avec plan de protection et fléchage au sol. Pour être sûr que les députés changent de masque à midi, les couleurs des masques chirurgicaux changent pour l'après-midi et un huissier contrôle la désinfection des mains. Heureusement que la buvette se comporte comme un restaurant normal, devenu un îlot de détente qui permet de respirer.*

publicité

IMPRIMERIE  
MAGNENAT

Le plaisir  
des couleurs

Avenue de Préfaully 30  
1020 Renens

Tél. 021 312 03 73  
info@magnenat.com  
www.magnenat.com